

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 octobre 2025
(Convocation du 30 septembre 2025)

Aujourd'hui, le 08 octobre 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle communale de Barcelonne-du-Gers, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	27
• Voix	172
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	28
• Voix	186
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Patricia Beaumont, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Philippe Brethes, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



**OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2025 - Nouvelle action -
Projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon : sondages d'archéologie préventive -
Fiche n°52**

Exposé des motifs :

Dans le cadre du projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon, suite à la validation des études préliminaires début 2025, il convient d'engager une demande anticipée d'archéologie préventive sur les emplacements prévisionnels des 5 réservoirs de stockage.

Il est rappelé que la démarche d'archéologie préventive constitue un indispensable à l'instruction du dossier d'enquête publique (comprenant l'étude d'impacts) de l'opération et doit donc être anticipée.

Pour cela une sollicitation de la DRAC Nouvelle-Aquitaine sera réalisée fin 2025 par l'Institution Adour, maître d'ouvrage des futurs réservoirs, afin de réaliser un diagnostic (sondages). La DRAC déterminera le calendrier des interventions qui seront réalisées courant 2026. En général il faut compter un délai d'environ 6 mois à 1 an pour la réalisation du diagnostic et ensuite un délai d'environ 3 mois pour le rendu du rapport du diagnostic. Cela peut varier en fonction de la convention passée entre la MOA et l'INRAP.

La DRAC demandera un recouvrement de la RAP une fois l'opération réalisée.

Pour 2025 le taux de la redevance d'archéologie préventive (RAP) est fixé à 0,71 €/m².

Cela représente un montant de 284 000 € pour la totalité de la surface de 40 ha des réservoirs ou 468 613 € pour investiguer des emprises plus grandes (66 ha) au cas où il faudrait décaler légèrement les réservoirs).

A cette redevance il convient ici d'ajouter une enveloppe d'environ 50 000 € pour prendre en compte les indemnités de dégâts aux parcelles qui seraient occasionnés, portant le coût total de l'enveloppe archéologie préventive à 520 000 €.

Pour rappel, le montant prévisionnel de l'archéologie préventive en phase 1 a été estimé à 200 000 €, intégré dans l'assiette d'aide de l'agence de l'eau, non consommé à ce jour.

Le complément qu'il est proposé de rajouter à cette enveloppe d'archéologie préventive est de **320 000 €** (pas de TVA sur la RAP et sur les indemnités de dégâts aux parcelles),
Coût prévisionnel 2022 : 200 000 €, coût estimatif 2025 : 520 000 €

Cette opération sera aidée selon le plan de financement prévisionnel suivant :

	Montant
AEAG et région Nouvelle-Aquitaine (80%)	256 000 €
Autofinancement (20%)	64 000 €
<i>Département des Landes</i>	<i>64 000 €</i>
TOTAL	320 000 €

Considérant le programme d'actions du projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour comprenant l'opération de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte,
Considérant le partenariat mis en œuvre pour cette opération (Mont De Eau Agglo, Syndicat intercommunal du Ludon-Gaube, chambre d'agriculture des landes et Institution Adour), identifiant l'Institution Adour comme maître d'ouvrage des futurs réservoirs de stockage,
Considérant la nécessité de réaliser la démarche d'archéologie préventive dans le cadre de l'opération,



LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver le contenu de la fiche n° 52 du programme d'actions 2025 telle que proposée en annexe,
- d'autoriser le président à solliciter les financements,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 octobre 2025 à Barcelonne-du-Gers,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2025

FICHE DE PROPOSITION n° 52

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)

Réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan

Archéologie préventive (en complément aux études prévues en phase 1 du projet)

Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (Département du Gers et département des Landes)

Description de l'opération :

Origine

Le programme d'actions du projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour intègre un volet de réutilisation des eaux usées traitées, participant à hauteur de 21,5% au chemin du retour à l'équilibre à l'horizon 2050.

La station d'épuration de Conte, située à Mont-de-Marsan et propriété de Mont de Eau Agglo, est concernée par ce dispositif de REUT suite à une étude lancée en 2018 par la Régie des Eaux de Mont-de-Marsan.

Mont de Eau Agglo sera maître d'ouvrage des travaux relatifs au traitement complémentaire en sortie de station d'épuration pour un objectif de classe de qualité B, et de la canalisation d'acheminement des eaux vers 5 réservoirs de stockage ;

L'Institution Adour sera maître d'ouvrage des travaux et de la gestion des 5 réservoirs de stockage, ainsi que des éventuels dispositifs de retraitement des eaux en sortie de ces réservoirs.

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du Ludon-Gaube/ASL Mont De Propre sera maître d'ouvrage de la création et de la gestion des stations de reprise en pied de réservoirs et des réseaux d'irrigation.

Pour assurer la cohérence de ce projet, l'Institution Adour assure le rôle de coordonnateur du projet pour le compte des partenaires auprès des financeurs et des services de l'Etat.

A ce titre l'Institution Adour réalise l'ensemble des missions d'études de maîtrise d'œuvre, d'études annexes et des procédures réglementaires au moyen d'un seul marché de maîtrise d'œuvre.

Afin de suivre comptablement cette opération il a été acté de traiter comptablement cette opération sous mandat pour ses parties externalisées. Une opération sous mandat avec la Régie de l'assainissement de Mont-de-Marsan Agglomération (opération n°008) - Mont De Eau Agglo et une opération sous mandat avec le Syndicat Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du Ludon-Gaube (opération n°009).



Buts

Le projet de Reut de la STEP de Conte réalimentera le sous bassin versant du Ludon, secteur le plus déficitaire du PTGE Midour avec un nombre important de pompages directs en rivière.

Ce déficit quantitatif a des conséquences sur les écosystèmes aquatiques, sur l'économie agricole de par les restrictions d'irrigation sur le cours d'eau du Ludon, et sur la dégradation de la qualité physico-chimique du Midou de par le rejet actuel de la STEP de Conte.

Ce projet vise à mettre en conformité la qualité de l'eau épurée pour la rendre compatible avec une utilisation en irrigation par aspersion (objectif de classe de qualité B), stocker en continu des volumes d'eaux traitées et créer de nouveaux réseaux de distribution à partir de 5 réservoirs de stockage en interconnectant les réseaux d'irrigation existants.

L'objectif du projet consiste à valoriser par l'irrigation une partie conséquente de l'eau traitée annuellement par la station d'épuration de Conte, soit un volume moyen de 1,4 millions de m³ (Mm³) d'eau et de substituer une quarantaine de pompages en rivière et/ou réservoirs connectés, implantés sur le linéaire du ruisseau, pour un volume total de 1,7 Mm³.

Contenu de la 1^{ère} phase

- **Marché de MOE poste 1 à 5 :**
 - Poste 1 Etude de faisabilité sur 2 scénarii de tracé de la conduite d'amenée
 - Poste 2 Etudes complémentaires sur scénario définitif
 - Poste 3 Avant-projet et études techniques et sécurité connexe
 - Poste 4 Dossiers urbanisme (PC\PA)
 - Poste 5 Dossier d'enquêtes publiques conjointes (dont dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées)
- **Marché diagnostic amiante / HAP enrobés (étude réalisée en 2024)**
- **Etudes foncières**
- **Coordination SPS**
- **Archéologie préventive**

Contenu des prestations d'archéologie préventive

Suite aux études préliminaires validées début 2025, il convient de solliciter la DRAC Nouvelle-Aquitaine afin de réaliser un diagnostic dans le cadre de l'archéologie préventive sur des aires élargies d'emplacement des projets de réservoirs de stockage.

En effet il faut lancer les diagnostics avant le dépôt du dossier environnemental (loi sur l'eau et enquête publique). Ces diagnostics sont à demander l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP). Ils permettent de localiser les besoins en fouille.

Pour 2025 le taux de la redevance d'archéologie préventive (RAP) est fixé à 0,71 €/m².

Cela représente un montant de 284 000 € pour la totalité de la surface de 40 ha des réservoirs ou 468 613 € pour investiguer des emprises plus grandes (66 ha) au cas où il faudrait décaler légèrement les réservoirs).

A cette redevance il convient ici d'ajouter une enveloppe d'environ 50 000 € pour prendre en compte les indemnités de dégâts aux parcelles qui seraient occasionnés, portant le coût total de l'enveloppe archéologie préventive à 520 000 €.

Interventions antérieures :

Montant prévisionnel de l'archéologie préventive en phase 1 estimé à 200 000 € non consommé à ce jour

Maître d'ouvrage :

Institution Adour

Échéance - Délais :

La demande d'investigations pour l'archéologie préventive sera confirmée à la DRAC Nouvelle-Aquitaine fin 2025. La DRAC déterminera le calendrier des interventions qui seront réalisées courant 2026. En général il faut compter un délai d'environ 6 mois à 1 an pour la réalisation du diagnostic et



ensuite un délai d'environ 3 mois pour le rendu du rapport du diagnostic. Cela peut varier en fonction de la convention passée entre la MOA et l'INRAP.
La DRAC demandera un recouvrement de la RAP une fois l'opération réalisée.

Coût de l'opération : 320 000 € (pas de TVA sur la RAP et sur les indemnisations de dégâts aux parcelles)

Il s'agit ici d'une inscription complémentaire afin d'ajuster l'enveloppe relative à l'archéologie préventive (Coût prévisionnel 2022 : 200 000 €, coût estimatif 2025 : 520 000 €)

Plan de financement prévisionnel :

	Montant
AEAG et région Nouvelle-Aquitaine (80%)	256 000 €
Autofinancement (20%)	64 000 €
<i>Département des Landes</i>	<i>64 000 €</i>
TOTAL	320 000 €